

BGE 78 II 283

Bundesgericht (BGE), 1948-10-14, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_78_II_283

FR: ATF 78 II 283

IT: DTF 78 II 283

Volltext

'282 Versicherungsvertrag. N° 47. folgen des Art. 40 VVG nicht eintreten, weil das « Inventar » vom 14. Oktober 1948 nur vorläufigen Charakter gehabt und der Kläger ja dann im Schadenermittlungsverfahren die frühere Angabe berichtigt habe. Diese Ansicht ist jedoch mit der gesetzlichen Ordnung nicht zu vereinbaren. Art. 40 VVG verpönt jegliche unrichtige Mitteilung zum Zwecke der Täuschung des Versicherers über Tatsachen, die für die Anspruchsbegründung von Belang sind. Er hat zweifellos gerade Mitteilungen im Sinne von Art. 39 VVG im Auge (auf den er denn auch in anderer Hinsicht ausdrücklich hinweist). Ob der Versicherte die betreffenden Angaben auf Anfrage des Versicherers oder von sich aus (eben zur Anspruchsbegründung) macht, ist gleichgültig. Dass der Versicherer es allenfalls nicht bei deren Entgegennahme bewenden lässt, sondern ein Schadenermittlungsverfahren im Sinne von Art. 67 VVG anordnet, enthebt den Anspruchsberechtigten nicht der Verantwortlichkeit für jene früheren Mitteilungen. Die Schadenermittlung gemäss Art. 67 VVG (und Art. 17 ff. der Allgemeinen Versicherungsbedingungen) ist übrigens fakultativ. Ihr Zweck besteht auch gar nicht in der Verwirklichung der Auskunftspflicht (vgl. ROELLI, N. 1 am Ende zu Art. 39 VVG), und man geht dabei in der Regel eben von der Schadensdeklaration des Anspruchsberechtigten und den ihr beigegebenen Mitteilungen aus. Das ist auch im vorliegenden Falle geschehen, wo ja die aus dem « Inventar » vom 14. Oktober 1948 übernommene Zahl 3 eben erst zufolge der neuen Angabe des Klägers anlässlich der Schadenberechnung berichtigt wurde. Damit war die frühere falsche Angabe zwar für die Beklagte unschädlich geworden, aber zugleich offenbar geworden, dass der Kläger sie zu täuschen versucht und die gute Treue gebrochen hatte, die bei der Mitteilung anspruchsbegründender Tatsachen obwalten muss. 5. - Bei dieser Sachlage kann nicht von einer der falschen Angabe auf dem Fusse folgenden Berichtigung gesprochen werden, die allenfalls dem Kläger zugute gehalten in I Versicherungsvertrag. N° 48. 283 werden könnte. Die Beklagte hat auch nicht auf die sich aus Art. 40 VVG ergebenden Einreden verzichtet. Die Geltendmachung der Anspruchsverwirkung blieb ihr vorbehalten. Nichts Abweichendes folgt daraus, dass das « Einleitungs-Protokoll » vom 25. Oktober 1948 dem Kläger mit vorgedrucktem Text ausdrücklich die Wahrheitspflicht und die Folgen falscher Angaben vor Augen hielt. Damit war nicht ausgesprochen, nun erst stehe er unter der Androhung der Anspruchsverwirkung. Vielmehr blieb es bei den gesetzlichen Folgen der falschen Inventarisierung vom 14. Oktober 1948. Demnach erkennt das Bundesgericht: Die Berufung wird gutgeheissen, das Urteil des Obergerichtes des Kantons Aargau vom 4. April 1952 aufgehoben und die Klage abgewiesen. 48. Extrait de l'arrêt de la Haute Cour civile du 10 juillet 1952 dans la cause (j La Bâloise », Compagnie d'assurances contre les risques de transport, contre Richard S. A. Double assurance. Assurance pour compte d'autrui. Art. 16, 17, 53, 71 LCA. Importance de la question de savoir si celui qui a contracté pour le compte de l'assuré, celui-ci étant déjà assuré contre le même risque, a agi

en vertu d'une obligation légale ou contractuelle le liant envers l'assuré ou au contraire de son propre chef, en qualité d'agent d'affaires sans mandat. Versicherung für fremde Rechnung. Doppelversicherung. Art. 16, 17, 53, 71 VVG. Nimmt jemand eine Versicherung für einen andern, der für die gleiche Gefahr schon versichert ist, was spielt es dann für eine Rolle, ob er kraft gesetzlicher oder vertraglicher Pflicht gegen- über dem Versicherten so handelt oder aber aus freien Stücken, als Geschäftsführer ohne Auftrag ! Doppia assicurazione. Assicurazione per conto d' altri (art. 16, 17, 53, 71 LCA).
Importanzil: della questione, di sapere se chi ha concluso l'assicurazione per un terzo già assicurato contro lo stesso rischio abbia agito in virtù d'un' obbligazione legale o contrattuale verso l'assicurato, oppure abbia agito per proprio conto, come gestore d'affari senza mandato. 284 Versicherungsvertrag. NO 48. Rbrume des faits : Richard S.A. a conclu avec « la Baloise » un contrat d'assurance destinée à la garantir contre les risques de transport d'une marchandise qui devait lui être exportée d'Amérique. La marchandise s'étant égarée en cours de route, elle a réclamé le paiement de l'indemnité à « la Baloise » qui a excipé d'une clause des conditions générales de la police (C.G.A.T. 1940) concernant le cas de double assurance. La marchandise en question avait été en effet également assurée contre les mêmes risques par un tiers auprès d'une autre compagnie à l'insu de Richard S.A. Confirmant le jugement rendu par les premiers juges (la Cour civile du Tribunal cantonal vaudois), le Tribunal fédéral a alloué à la demanderesse ses conclusions. Extrait des motifs :
3. - Sur le fond, la recourante, faisant état du fait que la marchandise contre la perte de laquelle l'intimée s'était assurée avait été également assurée contre ce même risque par l'American Express auprès de l'Orient Insurance Co., persiste à invoquer l'art. 29 C.G.A.T. pour soutenir que sa responsabilité serait limitée à la somme de 8668 fr. 32 qu'elle offre de payer à l'intimée aux termes de ses conclusions de recours. L'intimée n'a pas contesté et avec raison - la validité de la clause N° 29 C.G.A.T. (cf. art. 97 al. 1 et 2 LCA), mais c'est à bon droit qu'elle soutient que cette disposition n'est pas applicable au présent litige. Admettrait-on même que l'assurance conclue par l'American Express auprès de l'Orient Insurance Co. était destinée à couvrir le même risque que celui que couvrait l'assurance conclue entre les parties, il ne s'ensuivrait pas encore que la recourante fût en droit d'invoquer la susdite clause pour se refuser à verser le montant intégral de la somme assurée. Il ne suffit pas, en effet, pour permettre à l'assureur de se prévaloir de l'art. 71 LCA ou d'une disposition contractuelle telle .. I [Versicherungsvertrag. NO 48. 286 que l'art. 29 C.G.A.T., que le preneur d'assurance ait été assuré contre le même risque auprès d'un autre assureur. Lorsque la seconde assurance a été conclue pour le compte d'autrui, ainsi que cela était le cas en l'espèce, il faut en réalité distinguer selon que le preneur d'assurance qui a traité pour le compte d'autrui l'a fait en exécution d'une obligation légale ou contractuelle qui le liait envers l'assuré ou au contraire en qualité de gerant d'affaires sans mandat. Dans le premier cas, autrement dit s'il était juridiquement tenu de contracter pour le compte dudit assuré, celui-ci acquiert sans doute des droits directs contre l'assureur du seul fait de la conclusion du contrat. Dans le second cas, il n'acquiert des droits directs contre l'assureur que s'il ratifie expressément ou tacitement le contrat. Comme le Tribunal fédéral l'a déjà relevé dans un arrêt du 13 mars 1924 (reproduit dans le Recueil des arrêts rendus dans des contestations de droit privé en matière d'assurance, vol. V N° 239), cela découle non seulement des principes généraux sur la représentation (art 32 et suiv. CO) mais également de l'art. 17 LCA (cf. également RÖLLI, art. 16 et 17 rem. 5, p. 255). Aussi bien il serait choquant que celui qui a pris soin de s'assurer lui-même contre un certain risque se vît exposé à perdre les avantages que pouvait lui assurer ce contrat du seul fait qu'un tiers,

agissant a son insu, l'aurait également assure contre le meme risque aupres d'un autre assureur en vertu d'une assurance conclue pour le compte d'autrui. Le litige se ramene donc sur ce premier point a la question de savoir si l'intimee a ou non ratifie le contrat conclu pour son compte par l' American Express aupres de l'Orient Insurance Co. La question ne peut etre tranchee que par la negative. L'intimee n'a, a aucun moment, c'est-a-dire ni avant ni apres le sinistre, ratifie le contrat expressement ou implicitement. Il convient de rappeler a cet egard que pendant pres de deux ans, elle a ignore jusqu'au nom de l'assureur americain avec lequel l' American Express avait traite. Elle ne l'apprit qu'en aofit 1948, a la suite de demarches 286 Verfahren. N° 49. longues et difficiles qui la mirent en possession d'une simple photocopie du certificat d'assurance et qu'elle n'entreprit d'ailleurs qu'a la condition expresse et acceptee par la recourante que les droits qu'elle tenait du contrat passe avec celle-ci demeureraient reserves. Il est en effet evident que l'intimee, deja assuree aupres d'une societ6 suisse, n'avait aucun int6ret a ratifier un autre contrat tant que le droit de se mettre au benefice de ce contrat lui etait contest6 par celui-m meme qui etait cense avoir conclu pour elle. Le seul effet d'une ratification survenue dans ces conditions aurait ete de lui faire perdre en bonne partie le benefice de l'assurance suisse, reduite a l'etat d'assurance subsidiaire et complementaire en vertu de l'art. 29 C.G.A.T. et de ne lui faire acquerir qu'un droit conteste envers l'American Express au versement de l'indemnit6 payee a ce dernier, la Cour cantonale ayant en effet constate, par une interpretation du droit etranger qui lie le Tribunal federal, que le tiers assure ne possede pas de creance directe contre l'assureur americain. VI. VERFAHREN PROGEDURE 49. Urteil der 11. Zivilabteilung vom 30. September 1952 i. S. Ulrich gegen Ulrich. Anspruch auf Ausgleichung bei der Erbteilung (Axt. 626 ff. ZGB). Streitwert (Art. 36 und 46 OG). Droit au rapport lors du partage de la succession (art. 626 et suiv. CC). Valeur litigieuse (art. 36 et 46 OJ). Diritto alla collazione in caso di divisione successoria (art. 626 e seg. CC). Valors litigioso (art. 36 e 46 OG). Bei der Teilung der mütterlichen Erbschaft unter den Brüdern Franz, Alois und Josef Ulrich erhob Franz Anspruch auf eine billige Ausgleichung nach Art. 633 ZGB im III i Verfahren. N° 49. 28% Betrage von Fr. 4500.-. Vom Obergericht des Kantons Nidwalden durch Urteil vom 19. Juni 1952 abgewiesen~ hält er mit vorliegender Berufung an das Bundesgericht an diesem Begehren fest. Das Bundesgericht zieht in Erwägung: Für sich allein betrachtet, würde der geltend gemachte Ausgleichungsanspruch den nach Art. 46 OG für die Berufung an das Bundesgericht erforderlichen Streitwertbetrag von Fr. 4000.- erreichen. Erbrechtliche Ausgleichungsansprüche nach Art. 626 ff. ZGB haben jedoch nicht selbständige Bedeutung. Sie betreffen nur ein Element der Berechnung der Erbteile, und der wirkliche Streitwert, das Interesse an solcher Ausgleichung, wird durch deren Auswirkung auf die Höhe des Erbteils des Ansprechers bestimmt. Dahin geht denn auch die ständige Rechtsprechung (erwähnt in BGE 65 II 90), eben entsprechend dem Charakter des Ausgleichungsanspruchs als einer bloss die Erbteilung vorbereitenden Feststellung (vgl. F. GUIBAN, im Journal des Tribunaux 1942, droit federal, S. 139/40). An dieser Betrachtungsweise ist um so mehr festzuhalten, als die neuere Rechtsprechung das wirtschaftliche Interesse an der Klage noch stärker als die frühere bei der Streitwertbestimmung berücksichtigt (z.B. bei Kollokationsstreitigkeiten, BGE 65 III 30). Die vom Kläger angebehrte Ausgleichung würde das übrige Teilungsvermögen um den betreffenden Betrag von Fr. 4500.- vermindern. Der Kläger würde also daraus Fr. 1500.- weniger erhalten, als wenn die Ausgleichung unterbleibt. Im Endergebnis würde sich somit sein Erb- betreffnis bei Zubilligung eines Ausgleichungsbetrages von Fr. 4500.- nur um Fr.

3000.- erhöhen. Dies ist der wirkliche - für die Berufung ungenügende - Streitwert.
Demnach erkennt das Bundesgericht: Auf die Berufung wird nicht eingetreten.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.